

Communiqué de presse : soutien aux lycéen·nes

Depuis la semaine dernière, des lycéennes et des lycéens de très nombreuses académies se mobilisent pour dénoncer les conditions dans lesquelles elles et ils étudient : manque de personnels, bâti vétuste, nombre trop important d'élèves par classe, emplois du temps intenable, poursuite d'études entravée... Face à ce constat d'un service public d'Éducation à l'os, leurs revendications sont légitimes. Sud éducation 22, la CGT Educ'action et la FSU 22 les soutiennent. Elles rejoignent d'ailleurs celles exprimées dans de nombreuses mobilisations ces dernières années.

Les violences doivent cesser !

Les revendications des élèves témoignent des conditions d'études déplorables en raison des choix budgétaires et politiques imposés par les différents gouvernements d'Emmanuel Macron. Les élèves mobilisé·es veulent aussi l'égalité et l'émancipation par la connaissance et l'esprit critique, conscients que les réformes macronistes ont tourné le dos aux principes de l'École de la République. Parce que les élèves réclament plus d'égalité et la justice sociale, parce qu'elles et ils dénoncent les conséquences des choix politiques macronistes, le gouvernement a fait le choix de répondre par la force et la répression policière. C'est inacceptable ! La répression policière doit cesser.

Nos organisations condamnent fermement cette réponse qui confirme que ce gouvernement est aux abois, ne sachant répondre que par la violence à la colère sociale, y compris de la jeunesse. La réponse disproportionnée des forces de l'ordre abîme encore davantage la confiance de la jeunesse envers les institutions. C'est donc aussi la confiance dans la démocratie qui est abîmée. Ce gouvernement et le Président de la République en sont comptables.

La FSU, la CGT Educ'action et Sud éducation apportent aussi leur soutien aux élèves et aux personnels maltraités ou blessés ces derniers jours. Toutes les violences, d'où qu'elles viennent, doivent cesser. La jeunesse ne doit pas être mise en danger lorsqu'elle s'exprime par ceux-là même qui doivent lui garantir protection et sécurité lors de l'exercice de son droit à manifester.

Il y a urgence à permettre l'expression et la mobilisation lycéennes sans entrave et dans un cadre démocratique et pacifié. L'École forme des futur·es citoyen·nes qui doivent pouvoir exercer leurs droits et discuter sereinement de leurs revendications, de leurs mots d'ordre et actions.

Aux côtés des élèves

En respectant l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations appellent à se tenir aux côtés des lycéennes et des lycéens. Une présence adulte, par exemple devant les lycées, doit permettre de garantir, pacifiquement, l'effectivité de l'exercice des droits élémentaires des élèves : droit à manifester, droit de se réunir, droit d'expression, et de préserver un contexte serein pour ces mobilisations, préservé d'éléments extérieurs venus pour des actions violentes. Nous ne transigerons pas sur le respect des droits de nos élèves et sur l'effectivité de la démocratie lycéenne.

Mais pour que la démocratie soit effective, le gouvernement doit aussi répondre aux revendications par des réponses de portée nationale, tant au niveau budgétaire que des politiques éducatives. Si le budget ne présente aucune réponse à la colère qui s'exprime, notamment en terme de moyens et d'investissement dans l'École publique, le gouvernement portera une très lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation.

Nos organisations syndicales, FSU, CGT Educ'action et Sud éducation ont déposé un préavis de grève et appellent les personnels à s'en saisir là où cela est nécessaire. Nos organisations décideront rapidement des suites de l'action.

Saint-Brieuc, Le 1er octobre 2026, La FSU 22, la CGT Educ'action 22 et Sud éducation 22